

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/16
10 novembre 2001

(01-5599)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: espagnol

ARGENTINE

Déclaration de S.E. M. Alfredo Vicente Chiaradia Ambassadeur, Représentant pour le commerce extérieur

Je voudrais remercier, au nom de la République argentine, le gouvernement et le peuple du Qatar de leur chaleureuse hospitalité et vous féliciter, M. le Président, pour votre nomination qui contribuera à n'en pas douter au succès de cette quatrième Conférence ministérielle de l'OMC.

Permettez-moi aussi de commencer en souhaitant une cordiale bienvenue aux nouveaux Membres de notre Organisation et en particulier à la République populaire de Chine, qui occupe une place importante dans la production et le commerce mondiaux.

Cette conférence a lieu dans un contexte international complexe tant sur le plan politique qu'au niveau économique. La forte décélération de la croissance et le net ralentissement de l'expansion du commerce international sont aujourd'hui exacerbés par l'impact et les répercussions de l'attentat terroriste du 11 septembre qui a été condamné par la communauté internationale. Cette conjoncture nous oblige encore davantage à nous atteler à la tâche de manière responsable en vue de poursuivre le processus de libéralisation commerciale.

Nous partageons l'idée selon laquelle l'expansion du commerce nous permettra de venir à bout de certaines grandes difficultés, comme celles que nous avons mentionnées, mais il n'en sera ainsi que si les avantages qui découleront des négociations sont répartis entre tous et servent à remédier aux inégalités qui subsistent encore dans le système commercial international.

La question des possibilités d'accès aux principaux marchés a une importance cruciale au moment où la tendance des flux de capitaux semble s'inverser pour nombre de pays émergents et où le commerce international devient la seule réelle source de devises.

Bien qu'il existe d'importantes restrictions, l'Argentine est prête à maintenir le cap sur une économie ouverte, axée sur le libre-échange. Nous considérons que les négociations que nous menons à différents niveaux – régionaux et multilatéraux – ne sont pas une fin en soi mais des instruments servant à la réalisation de l'objectif visant à accroître le bien-être et l'équité dans notre société.

Nous tenons également à souligner devant cette assemblée le caractère prioritaire que revêt pour l'Argentine le MERCOSUR, projet d'intégration qui dépasse la dimension économique et commerciale et correspond à un effort conjoint de régionalisme ouvert, pleinement compatible avec le système multilatéral.

Permettez-moi à présent, M. le Président, de dire quelques mots sur ce que mon pays attend de cette grande Conférence ministérielle.

Six années se sont écoulées depuis que nous avons créé l'OMC et nous pouvons aujourd'hui dire, sur la base de l'expérience acquise, que nous n'avons pas obtenu les résultats escomptés. En effet:

- de nombreuses mesures destinées à favoriser le développement se heurtent à des difficultés de mise en œuvre;
- de larges pans du commerce international restent soumis à des régimes que l'on ne peut qualifier de libre-échange; et, fait encore plus préoccupant,
- nombre des propositions présentées en vue de cette réunion – qui auraient pu être légitimes si les résultats du Cycle d'Uruguay avaient été plus équilibrés – semblent viser à limiter, réglementer et restreindre le commerce plutôt qu'à le favoriser.

Nous devons saisir l'occasion que nous offre cette conférence pour réorienter le processus et intégrer tous les pays dans un système commercial juste et équilibré.

À cet égard, force est de constater l'inéquité qui règne dans le secteur des produits agricoles dont la production et le commerce sont, malgré les engagements contractés, subventionnés et protégés par les pays développés, et ce, dans des proportions plus importantes qu'à la fin du Cycle d'Uruguay.

Tant que les règles multilatérales qui régissent l'agriculture ne seront pas sur un pied d'égalité avec celles qui s'appliquent au reste du commerce des marchandises, nous resterons dans un cercle vicieux, les subventions encourageant la surproduction qui provoque à son tour la chute des prix, laquelle conduit à de nouvelles mesures de protection. Il faut sortir de ce cercle infernal pour ne pas mettre en péril la viabilité même du système.

Pour des raisons similaires, nous refusons d'accepter des engagements additionnels dans les domaines de l'environnement et des indications géographiques, qui tentent d'instaurer de manière sournoise de nouvelles restrictions encore plus pernicieuses.

S'agissant de la propriété intellectuelle, il est nécessaire de concilier les intérêts de secteurs liés à l'innovation avec les besoins des consommateurs, en considérant le monde en développement comme un tout et les problèmes de la santé dans leur ensemble. Par ailleurs nous soutenons la poursuite de la libéralisation progressive dans le secteur des services et nous sommes prêts à participer à des travaux sur les nouvelles questions dans le cadre d'un programme de travail global équilibré.

Notre participation à cette réunion est guidée par notre profond attachement aux règles multilatérales et à l'organisation qui les gère. Notre souhait est de parvenir à des accords qui permettent d'intensifier le processus de libéralisation du commerce et aussi d'établir un cadre de règles plus justes pour tous les participants.

Nous espérons que ces quatre jours de travail permettront de jeter les bases d'un système commercial multilatéral qui contribue efficacement à réduire les inégalités croissantes entre nos pays.
